FINANCIEN
DOMAINEN en B.T.W.

ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Finances, le 28 février 1978, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "portant coordination des dispositions légales relatives au régime d'accise des alcools", a donné le 17 avril 1978 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 28e februari 1978 door de Minister van Financiën verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende coördinatie van de wetsbepalingen betreffende het accijnsregime van alcohol", heeft de 17e April 1978 het volgend advies gegeven :

I. INTRODUCTION.

Après la publication au Moniteur belge du 21 septembre 1977 de la loi générale sur les douanes et accises, coordonnée par l'arrêté royal du 18 juillet 1977, la Section de législation est saisie d'un projet de coordination des dispositions législatives relatives au régime d'accise des alcools.

C'est ainsi que l'Administration des douanes et accises poursuit l'oeuvre de mise en ordre et de coordination, tant en français qu'en néerlandais, d'une législation ancienne et difficilement accessible aux praticiens et aux administrés.

*

La loi qui forme la base du projet de coordination est la loi du 15 avril 1896 relative à la fabrication et à l'importation des alcools.

Antérieure à la loi du 18 avril 1898 relative à l'emploi de la langue flamande dans les publications officielles, la loi de 1896 n'a qu'un texte officiel français. Le Moniteur belge du 3 juin 1896 en publie une traduction néerlandaise, juxtaposée au texte français.

La loi du 15 avril 1896 est extrêmement détaillée; elle a produit des résultats appréciables et n'a subi que peu de modifications expresses, mais, comme c'est généralement le cas, des dispositions législatives reprises dans

plusieurs lois particulières s'y ajoutent.

Celles des modifications que la loi du 28 juillet 1902 a apportées à la loi du 15 avril 1896 et qui, à une correction de référence près, concernent les distillateurs agricoles, sont devenues sans objet; elles ne seront, dès lors, pas reprises dans la coordination.

Il faut encore remarquer que les droits d'accise sur l'alcool éthylique importé, fixés par l'article 2 de la loi du 11 décembre 1959, remplacé par la loi du 2 juillet 1969, ne sont pas repris dans la coordination. L'administration des douanes et accises estime qu'il y a intérêt à laisser groupées les dispositions relatives à la perception à l'importation de certains droits d'accise.

*

II. QUESTIONS GENERALES.

A. La confirmation par le législateur.

Pour les raisons indiquées dans l'avis du Conseil d'Etat qui suit le rapport au Roi qui accompagne la coordination du 18 juillet 1977 (Moniteur belge, 21 septembre 1977, pages 11427 et 11428, notamment), il se recommande que la coordination fasse l'objet d'une loi qui la confirme.

Ainsi, seront assurées et la sécurité juridique et l'identité de force obligatoire des deux textes français et néerlandais.

.../...

B. Les unités de mesure.

Les textes législatifs repris dans le projet se réfèrent aux degrés centigrades ou celsius, aux degrés de l'alcoomètre Gay-Lussac (art.1er) et aux degrés Baumé (art. 81).

Le "tableau fixant les unités de mesures légales et leurs multiples et sous-multiples", joint à l'arrêté royal du 14 septembre 1970, reconnaît comme degré de température, à côté du Kelvin, le degré celsius.

Quant au degré alcoométrique centésimal qu'est le degré de l'échelle centésimale de Gay-Lussac dans laquelle le titre alcoométrique de l'eau pure est 0 et celui de l'alcool absolu 100, il ne figure pas au tableau précité. Il en va de même du degré Baumé, indiqué comme le précédent sur l'aréomètre et qui permet d'évaluer la concentration de certains liquides.

Dès lors, si les unités de mesure exprimées en degrés Gay-Lussac (1) ou Baumé peuvent être conservées, il y a obligation d'employer les degrés celsius partout où figure une unité de mesure exprimée en degrés centigrades, notamment aux articles 1er et 5.

C. L'uniformité de la terminologie.

1°) Le mot "Gouvernement" est remplacé par le mot "Roi" aux articles 9, 17, 50, 52, 78 (dont l'omission est proposée), 135 et 141,

---

(1) C'est le cas notamment de l'article 239, § 3, de la

.../...

et par les mots "Ministre des Finances" à l'article 93; ce qui, dans le cas d'espèce, se justifie par les modifications apportées à l'article, par des dispositions législatives qui donnent compétence au Ministre.

2°) Le mot "employé(s)" est remplacé par le mot "agent(s)" pour désigner les membres de l'Administration des douanes et accises; le projet s'aligne ainsi sur la terminologie adoptée dans la loi générale coordonnée.

3°) Le mot "geldboete", employé dans les articles 111, 114 et 129 du projet, devrait être utilisé uniformément, au lieu du mot "boete" dans les articles 100, 101, 102, 103, 104, 105, 106, 107, 108, 109, 113, 114, § 5, 115, 116, 118, § 2, 121, 126, 127, 132, 134, 135 et 139.

4°) Le mot "infraction" ou les mots "infraction à", employés dans les articles 103, 10°, 112, 9°, 116 et 130, devraient être utilisés de façon uniforme; les mots "misdrijf" et "overtreding van" appellent la même observation; pour des raisons de clarté accrue, l'observation sera faite dans la note relative aux articles pris séparément.

5°) Les mots "alcool éthylique" sont employés à juste titre de manière uniforme; c'est sur cet alcool et non sur les eaux de vie que sont actuellement perçus les droits d'accise : droit d'accise proprement dit et taxe de consommation; l'eau de vie n'est que le nom générique de liqueurs contenant de l'alcool éthylique.

.../...

D. Présentation des notes de bas de page et des références internes.

Cette présentation est conforme à celle qui a été employée dans la coordination du 18 juillet 1977.

E. Division des articles.

Il est suggéré d'employer le numérotage ordinal latin (1°, 2°, 3° ...) comme première division d'un article, d'un paragraphe ou d'un alinéa, et de subdiviser, le cas échéant, en a, b, c ..., le numérotage précité, ainsi qu'il est fait notamment à l'article 87.

Doivent, dès lors, être modifiés les articles 34, § 2, 40, 41 (pour la référence), 56, 67, § 2, 75 (pour la référence), 79, § 1er (voir note sous l'article 78), 80, § 1er, 97, 135.

Une division nouvelle est proposée pour l'article 132.

III. EXAMEN DU TEXTE.

A. Arrêté royal de coordination.

Intitulé.

Le mot "légales" devrait être remplacé par "législatives" par souci de concordance avec l'article 45 de la loi du 22 juin 1976.

.../...

Dispositif.

a) A l'article 1er, 2°, il convient d'écrire : "2° L'article 7 de la loi du 28 juillet 1902 (la suite comme au projet)"; en effet, les modifications apportées par l'article 1er de la loi du 28 juillet 1902 à la loi du 15 avril 1896 ne sont pas reprises dans la coordination.

b) Au même article 1er, 9°, il y a lieu d'écrire : "9° Les articles 8 à 8quater de la loi du 7 juin 1926 (la suite comme au projet)"; même si les articles 8 à 8quater ont été insérés dans cette loi par des dispositions postérieures, ils font néanmoins partie de la loi du 7 juin 1926.

c) Au même article 1er, 14°, il s'indique d'ajouter "dans la mesure où cette disposition s'applique à la loi du 15 avril 1896 et à la loi du 12 décembre 1912"; l'article 20, § 2, de la loi du 29 juin 1964 a, en effet, un champ d'application plus étendu.

B. Examen de la coordination par articles.

Article 1er.

La note N.B. est de nature explicative; elle le serait davantage encore si les mots "loi spéciale" étaient remplacés par les mots "loi du 11 décembre 1959, article 2, remplacé par la loi du 2 juillet 1969, article 1er".

.../...

Article 2.

L'arrêté royal du 15 décembre 1975 fixe les taux auxquels la taxe de consommation est provisoirement perçue; c'est la raison pour laquelle il paraît indiqué de faire référence à cet arrêté royal, outre la mention qui est faite de la loi du 29 juin 1966.

Article 14.

Au § 4, les mots "du présent article", superflus, doivent être omis.

Article 17.

Les mots "agréées par le Roi" sont impropres; ils signifient "désignées par le Roi". Le projet de coordination devant faire l'objet d'un projet de loi de confirmation, il n'y a aucun inconvénient à rectifier le texte.

Article 25.

Au § 2, il y a lieu d'écrire "alcoomètre".

Article 38.

a) Il y a lieu d'employer, comme dans la loi générale coordonnée, l'expression "les dimanches et jours fériés légaux" ainsi qu'il a été fait dans la loi générale coordonnée, notamment aux articles 24, 33, 86, 185 et 269; les mots "jours de fête légale" et "jours de fête" sont à remplacer.

.../...

b) A la note de bas de page, il suffit d'écrire : "loi du 15 avril 1896, article 41, 1° à 5° et 7°" et d'omettre la mention "le chiffre 6° de cet article a été omis parce qu'il est devenu sans objet"; cette mention est purement explicative.

Article 39.

a) Les mots "jours de fête légale" doivent être remplacés pour la raison indiquée à l'article 38.

b) A la note de bas de page, il y a lieu d'écrire : "loi du 15 avril 1896, article 42, loi du 21 juillet 1922, article 2 et loi du 21 mai 1947, article unique; (le reste comme au projet)".

Article 41.

Si l'article 40 est divisé en 1° à 4°, la référence contenue dans le texte et la note de bas de page doit se lire "l'article 40, 3°".

Article 43.

Il y a lieu d'écrire, pour des raisons d'uniformité de terminologie : "les agents des douanes et accises".

Article 45.

A la note de bas de page, il y a lieu de lire : "article 48".

.../...

Article 65.

a) Par souci de concordance avec l'article 12 de la loi du 16 juin 1970 sur les unités, étalons et instruments de mesure, le § 2, 1°, devrait être rédigé comme suit : "1° de fournir les instruments de mesure nécessaires".

b) La note de bas de page devrait être rédigée comme suit : "loi du 15 avril 1896, article 68; les mots "employés" et "balances et poids" sont remplacés respectivement par les mots "agents" et "instruments de mesure".

Article 75.

Si l'article 40 est divisé en 1° à 4°, la référence à cet article doit se lire "article 40, 3°".

Intitulé de la section 7.

Il convient d'écrire "Borgtocht".

Article 76.

a) Le § 1er n'est pas en vigueur, le Ministre des Finances n'ayant pas, à ce jour, fixé la date prévue au § 2.

b) Au § 1er, alinéa 3, il convient de lire : "Le cautionnement ne doit pas être fourni" pour des raisons d'uniformité de la terminologie; la note de bas de page doit être complétée pour tenir compte de cette modification.

.../...

Article 78.

Cet article qui donne au Roi certains pouvoirs de réglementation du transport de l'alcool, tire son origine de l'article 7 de la loi du 12 décembre 1912. Or, la loi du 10 juin 1947, en son article 3, § 1er, donne au Ministre des Finances des compétences plus étendues que celles que la loi du 12 décembre 1912 donnait au Roi, notamment en ce qui concerne le document de transport (article 3, § 1er, d). Il faut en conclure que l'article 7 de la loi du 12 décembre 1912 a été abrogé implicitement par l'article 3 de la loi du 10 juin 1947.

Il est, dès lors, proposé, avec l'accord du fonctionnaire délégué, d'omettre l'article 78.

Cette omission entraîne les modifications suivantes :

a) A l'article 77, alinéa 1er, référence doit être faite au seul article 78 proposé et la note de bas de page corrigée.

b) La scission de l'article 79 du projet en deux articles : le premier, numéroté 78, reprenant l'article 79, § 1er, du projet;

le second, numéroté 79, reprenant l'article 79, § 2, du projet.

c) La division de la note de bas de page.

.../...

L'article 78 proposé appelle, en outre, quelques remarques :

- au a, qui deviendrait 1° conformément à une observation générale, le mot "logement" devrait être remplacé par "conditionnement" par souci d'uniformité de terminologie avec la loi du 14 juillet 1971 sur les pratiques du commerce;

- au b (2°), il y a lieu d'écrire "administration des douanes et accises";

- au c (3°), les mots "par le littéra b ci-dessus" sont à remplacer par "au 2°".

Article 85.

La note de bas de page peut être conservée telle quelle; procéder autrement aboutirait à lui donner une étendue disproportionnée par rapport au texte de l'article, puisque l'article 83 de la loi du 15 avril 1896, remplacé par la loi du 6 juillet 1967, donne une énumération des articles avec les modifications que chacun a subies.

Article 91.

a) Au § 1er, alinéa 2, il y a lieu d'écrire : "bij het eerste lid".

b) A la note de bas de page, les mots "successivement par l'arrêté royal du 27 octobre 1934, article 2 et" n'ont qu'un intérêt historique et doivent être omis.

.../...

Article 92.

L'omission, dans cet article comme dans d'autres, du qualificatif "fines" après "liqueurs" se justifie pour une raison de concordance avec la loi du 22 décembre 1964, article 1er qui a remplacé l'article 88 de la loi du 15 avril 1896.

Article 93.

a) Au § 1er, il y a lieu d'écrire : "qui lui sont assimilées".

b) Le membre de phrase "à moins qu'il ne s'agisse de provisions de bord" s'appliquent à tous les bâtiments, à l'exception des bâteaux de pêche que vise le § 3.

c) A la note de bas de page, il y a lieu de faire référence à la loi du 10 juin 1947, article 3.

Article 96.

A la note de bas de page, il y a lieu de faire référence à la loi du 10 juin 1947, article 3; il conviendra de remplacer les mots "par la loi relative aux entrepôts douaniers" par les mots "par la loi du 20 février 1978, articles 9 et 56".

.../...

Article 100.

Dans cet article, comme dans les autres dispositions pénales, il a été fait application de l'article 262 de la loi générale sur les douanes et accises. Cette disposition énonce : "Les amendes fiscales en matière de douane et d'accise qui ont été fixées par les lois antérieures au 1er avril 1926 et qui n'ont pas été revisées postérieurement à cette date sont majorées de 190 décimes additionnels. Echappent à cette majoration, les amendes proportionnelles aux droits éludés".

La coordination a, dès lors, multiplié par vingt les amendes fixées par les textes repris dans la coordination; le procédé n'a aucun inconvénient, dès lors, que, comme cela a été fait, chaque note de bas de page cite cet article 262.

Article 102.

Au 2°, les mots "du présent article", superflus, peuvent être omis.

Article 103.

a) Au 6°, il est proposé d'écrire "pour toute infraction aux ...".

b) Au 9°, il y a lieu d'écrire "en infraction à l'article 48".

.../...

c) Au 10°, il se recommande d'écrire "wegens overtreding van ".

Article 104.

a) Au 1°, il convient d'écrire : "pour toute infraction".

b) Aux 3° et 4°, il y a lieu d'écrire "en infraction".

Article 105.

Au 3°, il y a lieu de remplacer également "contravention" par "infraction".

Article 112.

a) Au 8°, il y a lieu de remplacer les mots "tout fait de contravention" par les mots "toute infraction".

b) Au 13°, le mot "plombs" doit être omis; la note de bas de page doit indiquer cette omission.

c) Au 14°, il y a lieu de remplacer "employés" par "agents".

.../...

Article 114.

a) Au § 2, alinéa 2, il se recommande d'employer la formule : "In geval van overtreding van het bepaalde in artikel 91".

b) A la note de bas de page, il y a lieu d'omettre la mention de l'arrêté royal du 27 octobre 1932, article 2, pour la raison indiquée sous l'article 91.

Article 116.

Aux §§ ler et 2, il y a lieu de remplacer "inbreuk" par "misdrijf".

Article 118.

a) Aux §§ 2 et 3, les mots "la contravention" doivent être remplacés par les mots "l'infraction", pour des raisons d'uniformité de la terminologie.

b) Au § 3, alinéa 3, les termes français "en tout état de cause" sont rendus en néerlandais par "in elke stand van het geding", qui traduisent l'idée "en tout état de la cause", "à tout moment du procès"; or, manifestement, la disposition est indépendante de l'existence d'une instance judiciaire, encore que celle-ci soit possible; il y a, dès lors, lieu de remplacer "In elke stand van het geding" par "In ieder geval".

.../...

Article 120.

a) Les mots "contraventions" et "inbreuken" doivent être remplacés par les mots "infractions" et "misdrijven".

b) Au § 2, la notion de bâtiments occupés couvre à la fois l'hypothèse où l'immeuble est habité et celle où, sans qu'on y loge, on en fasse tout autre usage.

Article 122.

Les mots "contravention à" et "inbreuk op" sont à remplacer par "infraction à" et "overtreding van".

Article 125.

Le début de l'article pourrait être remplacé par une formule qui s'inspire d'un texte proposé par le Conseil d'Etat pour l'article 246 de la loi générale coordonnée : "Les services publics et les entreprises de transport rémunéré de personnes et de choses doivent ... Ils sont tenus (...), ils doivent mettre ...".

Article 126.

Les mots "en contravention" doivent être remplacés par les mots "en infraction".

.../...

Article 130.

Le mot "inbreuken" doit être remplacé par "misdrijven".

Article 132.

a) L'article gagnerait en clarté s'il était divisé de la manière suivante :

"Les différences ci-après constatées, par les recensements :

1° chez les distillateurs ... détaillants :

a. produits...;
b. produits ...;

2° dans les distilleries ...;
3° dans les autres établissements ...".

b) A la note de bas de page, les mots "remplacé par la loi du 10 mars 1933, article 7" doivent être omis.

Article 133.

A la fin de l'article, il y a lieu d'écrire : "transports d'alcool éthylique ou de liqueurs".

.../...

C. Dispositions non reprises.

1° Loi du 15 avril 1896, article 41, 6°. Un renvoi (1) devrait préciser que les montants sont fixés par l'arrêté royal du 23 juillet 1935.

2° Loi du 12 décembre 1912.

L'article 7, qui est repris à l'article 78 de la coordination mais dont l'omission est proposée devrait être repris avant l'article 26.

D. Tables de concordance.

1° Loi du 15 avril 1896, article 42 : il y a lieu de remplacer la mention du "11 novembre 1922" par celle du"21 juillet 1922".

2° Loi du 15 avril 1896, articles 151 à 159 : le mot "rapportées" devrait être remplacé par "devenues sans objet".

3° Après la loi du 15 avril 1896, il y a lieu d'insérer la mention : "Loi du 28 juillet 1902 modifiant la législation relative à la fabrication et à l'importation des alcools.

Article 7. Article 121, § 1er".

4° Sous la loi du 24 décembre 1906, il y a lieu d'écrire :

.../...

"Article 9. Article 93, §§ 3 et 4".

5° Sous la loi du 12 décembre 1912, la mention "Article 7 - Article 78" doit être omise.

6° A la même loi, après l'article 11, il y a lieu d'omettre "L. 10.3.1933".

7° A la même loi, après l'article 27, il convient d'écrire : "modif. L. 29.6.1964".

8° Sous la loi du 7 juin 1926, il y a lieu d'insérer la mention des articles 8bis, 8ter et 8quater et des articles 3, 5 et 4 qui y correspondent.

9° Sous l'arrêté royal du 27 octobre 1934, il convient de supprimer ce qui est relatif à l'article 2, §§ ler et 2.

10° Sous la loi du 10 juin 1947, il y a lieu de remplacer la mention relative à l'article 3 par les mots :

"Article 3, § ler. Article 78.
Article 3, § 2. Article 79".

11° Sous la loi du 6 juillet 1967, article 3, la mention "(pp)" qui suit "Art. 92" doit être omise.

I. INLEIDING.

Nadat in het Belgisch Staatsblad van 21 september 1977 de bij koninklijk besluit van 18 juli 1977 gecoördineerde algemene wet inzake douane en accijnzen is bekendgemaakt, wordt nu aan de afdeling wetgeving een ontwerp-coördinatie van de wetsbepalingen betreffende het accijnsregime van alcohol voorgelegd.

Het Bestuur der douane en accijnzen zet hiermee zijn bemoeiingen voort om een reeds oude, voor rechtsbeoefenaars en rechtsonderhorigen moeilijk toegankelijke wetgeving, zowel in het Nederlands als in het Frans, in orde te brengen en te coördineren.

*

De basiswet van de ontwerp-coördinatie is de wet van 15 april 1896 betreffende de fabricatie en de invoer van alcohol.

Van die wet bestaat alleen in het Frans een officiële tekst want ze dagtekent van vóór de wet van 18 april 1898 betreffende het gebruik der Vlaamse taal in de officiële bekendmakingen. Wel is in het Belgische Staatsblad van 3 juni 1896 naast de Franse tekst een Nederlandse vertaling verschenen.

De wet van 15 april 1896 is een sterk in bijzonderheden uitgewerkte wet; zij heeft een opmerkelijk resultaat opgeleverd en uitdrukkelijke wijzigingen heeft ze maar weinig ondergaan. Toch zijn er, zoals doorgaans het geval is, wetsbepalingen bijgekomen die in verschillende bijzondere wetten staan.

.../...

De, op een verwijzingscorrectie na, uitsluitend op landbouwstokers betrekking hebbende wijzigingen die in de wet van 15 april 1896 zijn aangebracht door de wet van 28 juli 1902, hebben geen onderwerp meer en zijn in de coördinatie dus niet opgenomen.

Niet opgenomen zijn ook de accijnsrechten op ethylalcohol, die vastgesteld zijn in artikel 2 van de wet van 11 december 1959 zoals het is vervangen bij de wet van 2 juli 1969. Het Bestuur der douane en accijnzen is namelijk van oordeel dat de bepalingen betreffende de heffing van bepaalde accijnsrechten bij de uitvoer best gegroepeerd blijven.

*

II. ALGEMENE VRAGEN.

A. Bekrachtiging door de wetgever.

Om dezelfde redenen als aangegeven zijn in het advies van de Raad van State dat volgt op het bij de coördinatie van 18 juli 1977 behorende Verslag aan de Koning (Belgisch Staatsblad van 21 september 1977, onder meer blz. 11427 en 11428), verdient het aanbeveling ook deze coördinatie bij wet te laten bekrachtigen.

Aldus zal gezorgd zijn én voor rechtszekerheid én voor gelijke rechtsgeldigheid van de twee teksten, de Nederlandse en de Franse.

.../...

B. Meeteenheden.

De in het ontwerp opgenomen wetsteksten werken met graden Celsius, met graden van de alcoholmeter van Gay-Lussac (artikel 1) en met graden Baumé (artikel 81).

De bij het koninklijk besluit van 14 september 1970 gevoegde "Tabel tot vaststelling van de wettelijke meeteenheden en van hun veelvouden en delen" erkent als temperatuurgraad naast de Kelvin ook de graad Celsius.

De centesimale alcoholmetergraad, dat is de graad van de centesimaalschaal van Gay-Lussac, waarbij het alcoholgehalte van zuiver water op 0 en dat van absolute alcohol op 100 is gesteld, komt op die tabel niet voor, evenmin trouwens als de graad Baumé, die zoals de vorige aangegeven wordt op de areometer en waarmee de concentratie van sommige vloeistoffen kan worden gemeten.

Kunnen de in Gay-Lussac (1) of Baumé graden uitgedrukte meeteenheden worden behouden, overal waar een in een centesimaalschaal aangegeven meeteenheid voorkomt, met name in de artikelen 1 en 5, moet verplicht met graden Celsius worden gewerkt.

C. Eenheid van terminologie.

1°) Het woord "Regering" is vervangen door "Koning" in de artikelen 9, 17, 50, 52, 78 (dat, zoals hierna voorgesteld, kan worden weggelaten), 135 en 141,

---

.../...

(1) met name in artikel 239, § 3, van de gecoördineerde algemene wet.

en door "de Minister van Financiën" in artikel 93. Die vervanging is hier inderdaad verantwoord na de wijzigingen die in de betreffende artikelen zijn aangebracht door wetsbepalingen die de minister bevoegdheid hebben opgedragen.

2°) Het woord "employé(e)s" ter aanduiding van de leden van het Bestuur der douane en accijnzen is vervangen door "agent(s)" en in de Nederlandse tekst is overal "ambtenaren" gebruikt; het ontwerp wordt hiermee afgestemd op de terminologie van de gecoördineerde algemene wet.

3°) De term "geldboete", waar de artikelen 111, 114 en 129 van het ontwerp mee werken, zou overal moeten worden gebruikt in plaats van "boete", zoals in de artikelen 100, 101, 102, 103, 104, 105, 106, 107, 108, 109, 113, 114, § 5, 115, 116, 118, § 2, 121, 126, 127, 132, 134, 135 en 139 staat.

4°) In de Franse tekst gebruike men overal "infraction" of "infraction à", zoals de artikelen 103, 10°, 112, 116 en 130 doen. In de Nederlandse tekst is "inbreuk" te vervangen door "misdrijf" of overtreding". Voor nog meer duidelijkheid wordt daar in de aantekeningen betreffende afzonderlijke artikelen telkens nog eens op gewezen.

5°) Terecht wordt overal van "ethylalcohol" gesproken; op dat soort alcohol, niet op brandewijn, worden thans de accijnsrechten, dat zijn de eigenlijke accijnzen en de verbruikstaks, geheven; brandewijn is gewoon de algemene naam voor sterke drank die ethylalcohol bevat.

D. <u>Inkleding van voetnoten en interne verwijzingen</u>.

De inkleding is dezelfde als in de coördinatie van 18 juli 1977.

.../...

E. Indeling van de artikelen.

Voorgesteld wordt voor de eerste onderverdeling van een artikel, een paragraaf of een alinea de gewone Latijnse nummering (1°, 2°, 3° ...) te bezigen en voor verdere onderverdeling daar binnenin eventueel met a, b, c, te werken, zoals met name in artikel 87 is gedaan.

Gewijzigd moeten dus worden, de artikelen 34, § 2, 40, 41 (wat de verwijzing betreft), 56, 67, § 2, 75 (wat de verwijzing betreft), 79, § 1 (zie aantekening bij artikel 78), 80, § 1, 97, 135.

Voor artikel 132 wordt een nieuwe indeling in overweging gegeven.

III. ONDERZOEK VAN DE TEKST.

A. Koninklijk besluit tot coördinatie.

Opschrift.

In de Franse tekst vervange men, ter wille van de overeenstemming met artikel 45 van de wet van 22 juni 1976, het woord "légales" door "législatives".

De artikelen.

a) In artikel 1, 2°, schrijve men : "2° artikel 7 van de wet van 28 juli 1902 (voorts zoals in het ontwerp)";

.../...

de wijzigingen die artikel 1 van de wet van 28 juli 1902 in de wet van 15 april 1896 heeft aangebracht, zijn in de coördinatie immers niet opgenomen.

b) In datzelfde artikel 1, 9°, schrijve men : "9° de artikelen 8 tot 8quater van de wet van 7 juni 1926 (voorts zoals in het ontwerp)"; die artikelen 8 tot 8quater mogen in die wet nu ingevoegd zijn door latere bepalingen, zij maken er niet minder deel van uit.

c) Aan het 14° van hetzelfde artikel voege men toe : "... voor zover die bepaling geldt voor de wet van 15 april 1896 en de wet van 12 december 1912"; artikel 20, § 2, van de wet van 29 juni 1964 heeft immers een veel ruimere werkingssfeer.

B. Artikelsgewijze onderzoek van de coördinatie.

Artikel 1.

De N.B. bedoelt een verklarende nota te zijn; zij zou dat met beter gevolg zijn als er in plaats van "een bijzondere wet" stond : "de wet van 11 december 1959, artikel 2, vervangen bij de wet van 2 juli 1969, artikel 1".

Artikel 2.

Het koninklijk besluit van 15 december 1975 bepaalt op welke voet de verbruikstaks voorlopig wordt geheven; het lijkt dan ook aangewezen naast de wet van 29 juni 1966 mede dat koninklijk besluit te vermelden.

.../...

Artikel 14.

De woorden "van dit artikel" in § 4 kunnen als overbodig vervallen.

Artikel 17.

De woorden "agréées par le Roi" passen hier niet; bedoeld wordt, zoals in de Nederlandse tekst staat : "aangewezen door de Koning". Nu de coördinatie toch onderwerp van een ontwerp-bekrachtigingswet moet zijn, is er geen bezwaar dat de tekst wordt verbeterd.

Artikel 25.

In de Franse tekst onder § 2 schrijve men : "alcoomètre".

Artikel 38.

a) Onder 3° schrappe men het lidwoord vóór "zondagen en wettelijke feestdagen". In de Franse tekst werke men met de uitdrukking "les dimanches et jours fériés légaux" zoals met name in de artikelen 24, 33, 86, 185 en 269 van de gecoördineerde algemene wet is gedaan. "Jours de fête légale" en "jours de fête" moeten dus worden vervangen.

.../...

b) In de voetnoot kan worden volstaan met : "wet van 15 april 1896, artikel 41, 1° tot 5° en 7°" en late men de zuiver verklarende vermelding "cijfer 6° van dat artikel werd weggelaten omdat het doelloos is geworden" dus achterwege.

Artikel 39.

a) De woorden "jours de fête légale" moeten om de bij artikel 38 aangehaalde reden worden vervangen.

b) In de voetnoot schrijve men : "wet van 15 april 1896, artikel 42; wet van 21 juli 1922, artikel 2 en wet van 21 mei 1947, enig artikel; (voorts zoals in het ontwerp)".

Artikel 41.

Wordt artikel 40 onderverdeeld in 1° tot 4°, dan moet als verwijzing in de tekst en als voetnoot gelezen worden : "Artikel 40, 3°".

Artikel 43.

Terwille van de eenheid van terminologie schrijve men : "de ambtenaren der douane en accijnzen".

.../...

Artikel 45.

In de voetnoot moet worden gelezen : "artikel 48".

Artikel 65.

a) Ter wille van de overeenstemming met artikel 12 van de wet van 16 juni 1970 betreffende de meeteenheden, de meetstandaarden en de meetwerktuigen, zou § 2, 1°, als volgt moeten worden geredigeerd : "1° de nodige meetwerktuigen te verschaffen".

b) De voetnoot leze men dan als volgt : "wet van 15 april 1896, artikel 68; de woorden "weegschalen en gewichten" zijn vervangen door "meetwerktuigen".

Artikel 75.

Wordt artikel 40 onderverdeeld in 1° tot 4°, dan moet de verwijzing naar dat artikel gelezen worden als "artikel 40, 3°".

Opschrift van afdeling 7.

Men schrijve : "Borgtocht".

.../...

Artikel 76.

a) Het bepaalde in § 1 is nog niet van kracht : de Minister van Financiën heeft tot nog toe de in § 2 bedoelde datum niet vastgesteld.

b) In § 1, derde lid, leze men in het Frans, ter wille van de eenheid in de terminologie : "Le cautionnement ne doit pas être fourni" en vulle men de voetnoot dienovereenkomstig aan.

Artikel 78.

Dit artikel, dat de Koning bepaalde bevoegdheden verleent inzake regeling van het alcoholvervoer, stamt uit artikel 7 van de wet van 12 december 1912. Nu heeft de wet van 10 juni 1947 de Minister van Financiën in artikel 3, § 1, een heel wat ruimere bevoegdheid opgedragen dan de Koning in de wet van 12 december 1912 had gekregen, met name ook wat het vervoerdocument betreft (artikel 3, § 1, d). Daaruit moet worden besloten dat artikel 7 van de wet van 12 december 1912 door artikel 3 van de wet van 10 juni 1947 stilzwijgend is opgeheven.

In overleg met de gemachtigde ambtenaar wordt dan ook voorgesteld artikel 78 weg te laten.

Dit brengt de volgende wijzigingen mee :

a) In artikel 77, eerste lid, hoeft alleen naar het voorgestelde artikel 78 te worden verwezen; de voetnoot moet worden verbeterd.

.../...

b) Artikel 79 van het ontwerp moet in twee artikelen worden gesplitst : in het eerste, met het nummer 78, wordt opgenomen wat in artikel 79, § 1, van het ontwerp staat;

in het tweede, met nummer 79, hetgeen in artikel 79, § 2, van het ontwerp is bepaald.

c) De voetnoot moet dienovereenkomstig worden gesplitst.

Bij het voorgestelde artikel 78 is nog het volgende op te merken :

- onder a, dat ingevolge een algemene opmerking in 1° wordt veranderd, vervange men in de Franse tekst het woord "logement" door "conditionnement", om in de lijn te blijven van de terminologie die in de wet van 14 juli 1971 betreffende de handelspraktijken wordt gebezigd;

- onder b (2°), schrijve men : "de administratie der douane en accijnzen";

- onder c (3°), vervange men de woorden "de onder letter b voorziene" door "de onder 2° bedoelde".

Artikel 85.

De voetnoot kan blijven zoals ze is. Anders zou haar een ten opzichte van de tekst van het artikel

.../...

veel te grote omvang moeten worden gegeven. Artikel 83 van de wet van 15 april 1896, vervangen door de wet van 6 juli 1967, somt de artikelen immers op met de wijzigingen die in ieder daarvan werden aangebracht.

Artikel 91.

a) Onder § 1, tweede lid, schrijve men "bij het eerste lid".

b) In de voetnoot worden de woorden "achtereenvolgens vervangen door het koninklijk besluit van 27 oktober 1934, artikel 2 en" best achterwege gelaten; ze hebben alleen historische waarde.

Artikel 92.

Het woord "fijne" na "likeuren" is hier, zoals in een aantal andere artikelen, op goede gronden weggelaten, namelijk ter wille van de overeenstemming met de wet van 22 december 1964, artikel 1, dat artikel 88 van de wet van 15 april 1896 heeft vervangen.

Artikel 93.

a) Onder § 1, Franse tekst, schrijve men : "qui lui sont assimilées".

.../...

b) Het zinsdeel "tenzij het scheepsvoorraad betreft" geldt voor alle vaartuigen, behalve voor de in § 3 bedoelde vissersschepen.

c) In de voetnoot moet worden verwezen naar de wet van 10 juni 1947, artikel 3.

Artikel 96.

In de voetnoot verwijze men naar de wet van 10 juni 1947, artikel 3, onder toevoeging van : "en bij de wet van 20 februari 1978, artikelen 9 en 56".

Artikel 100.

In dit artikel is, zoals in de andere strafbepalingen, artikel 262 van de algemene wet inzake douane en accijnzen toegepast. Die bepaling zegt : "De fiscale geldboeten inzake douane en accijnzen, die zijn vastgesteld door de wetten van vóór 1 april 1926 en na deze datum niet zijn herzien, worden verhoogd met 190 opdecimes. Die verhoging is niet toepasselijk op boeten welke met de ontdoken rechten evenredig zijn".

De geldboeten bepaald door de in de coördinatie opgenomen teksten zijn derhalve vermenigvuldigd met twintig. Tegen die werkwijze is geen bezwaar mits het hierboven aangehaalde artikel 262, zoals het ontwerp trouwens doet, in iedere voetnoot wordt vermeld.

.../...

Artikel 102.

Onder 2°, Franse tekst, kunnen de woorden "du présent article" als overbodig vervallen.

Artikel 103.

a) Onder 6° wordt voorgesteld te schrijven : "pour toute infraction aux ...".

b) Onder 9° leze men : "en infraction à l'article 48".

c) Onder 10° schrijve men beter "wegens overtreding van".

Artikel 104.

Men schrijve :

a) onder 1° : "pour toute infraction";

b) onder 3° en 4° : "en infraction".

Artikel 105.

Onder 3° vervange men evenzo "contravention" door "infraction".

.../...

Artikel 112.

a) Onder 8°, Franse tekst, vervange men de woorden "tout fait de contravention" door "toute infraction".

b) Onder 13° moet het woord "loden" vervallen; de voetnoot moet die weglating vermelden.

c) Onder 14° vervange men "employés" door "agents".

Artikel 114.

a) Onder § 2, tweede lid, schrijve men : "In geval van overtreding van het bepaalde in artikel 91".

b) In de voetnoot hoeft het koninklijk besluit van 27 oktober 1932, artikel 2, om de bij artikel 91 aangegeven reden, niet te worden vermeld.

Artikel 116.

Onder de §§ 1 en 2 vervange men "inbreuk" door "misdrijf".

Artikel 118.

a) In de §§ 2 en 3, Franse tekst, moeten de woorden "la contravention" ter wille van de eenheid in de terminologie, vervangen worden door "l'infraction".

.../...

b) In § 3 is het Franse "en tout état de cause" weergegeven door "in elke stand van het geding", alsof daarmee bedoeld werd : "en tout état de la cause", op ieder ogenblik van het proces. Nu staat de hier besproken bepaling duidelijk geheel los van het feit of er al dan niet een geding aan de gang is. De woorden "In elke stand van het geding" moeten dan ook worden vervangen door : "In ieder geval".

Artikel 120.

a) "Inbreuken" en "contraventions" moeten onderscheidenlijk worden vervangen door "misdrijven" en "infractions".

b) Het begrip "immeubles occupés - bewoonde of in gebruik genomen gebouwen" in § 2 doelt zowel op het geval dat het gebouw wordt bewoond als op het geval dat er, zonder bewoning, een ander gebruik van wordt gemaakt.

Artikel 122.

"Inbreuk op" en "contravention à" moeten worden vervangen door "overtreding van" en "infraction à".

Artikel 125.

Voor het begin van dat artikel zou kunnen worden gewerkt met een formule als de Raad van State bij ar-

tikel 246 van de gecoördineerde algemene wet in overweging heeft gegeven : "De openbare diensten en de ondernemingen voor het bezoldigd vervoer van personen en zaken moeten ... Ze moeten ... (voorts zoals in het ontwerp)".

Artikel 126.

Men vervange "en contravention" door "en infraction".

Artikel 130.

Men vervange "inbreuken" door "misdrijven".

Artikel 132.

a) Het artikel zou aan duidelijkheid winnen indien het als volgt was ingedeeld :

"Voor de hierna vermelde verschillen door opneming vastgesteld :

1° bij stokers, overhalers ... en kleinhandelaars :

a. produkten ...;

b. produkten ...;

2° in stokerijen ...;

3° in andere inrichtingen ...".

.../...

b) In de voetnoot moeten de woorden "vervangen door de wet van 10 maart 1933, artikel 7" worden weggelaten.

Artikel 133.

Aan het eind van het artikel schrijve men, in het Frans : "transport d'alcool éthylique ou de liqueurs".

C. Niet opgenomen bepalingen.

1° Wet van 15 april 1896, artikel 41, 6°. Een verwijzing (1) zou moeten aangeven dat de bedragen vastgesteld zijn bij koninklijk besluit van 23 juli 1935.

2° Wet van 12 december 1912.

Vóór artikel 26 zou artikel 7 moeten komen, dat in artikel 78 van de coördinatie staat maar volgens een voorstel van de Raad van State weg te laten is.

D. Concordantietabellen.

1° Wet van 15 april 1896, artikel 42 : de vermelding "11 november 1922" moet worden vervangen door "21 juli 1922".

2° Wet van 15 april 1896, artikelen 151 tot 159 : het woord "vervallen" dient te worden vervangen door "doelloos geworden".

.../...

3° Na de wet van 15 april 1896 de vermelding invoegen : "Wet van 28 juli 1902 tot wijziging van de wetgeving betreffende de fabricatie en de invoer van alcohol.

Artikel 7. Artikel 121, § 1".

4° Onder de wet van 24 december 1906 schrijve men :

"Artikel 9. Artikel 93, §§ 3 en 4".

5° Onder de wet van 12 december 1912 late men de vermelding "Artikel 7. - Artikel 78" weg.

6° Bij dezelfde wet, na artikel 11, weglaten : "W. 10.3.1933".

7° Bij dezelfde wet, na artikel 27, schrijve men : "gew. W. 29.6.1964".

8° Onder de wet van 7 juni 1926, vermelde men de artikelen 8bis, 8ter en 8quater en de ermee overeenkomende artikelen 3, 5 en 4.

9° Onder het koninklijk besluit van 27 oktober 1934, schrappe men hetgeen betrekking heeft op artikel 2, §§ 1 en 2.

10° Onder de wet van 10 juni 1947, vervange men de vermelding betreffende artikel 3 door de woorden :

"Artikel 3, § 1. Artikel 78.
Artikel 3, § 2. Artikel 79".

11° Onder de wet van 6 juli 1967, artikel 3, de vermelding "(pp)" na "Artikel 92" weglaten.

La chambre était composée de

Messieurs : J. MASQUELIN, président,
de Heren : voorzitter,

H. ROUSSEAU, conseillers d'Etat,
Ch. HUBERLANT, staatsraden,

R. PIRSON, assesseurs de la section de législation,
C. DESCHAMPS, bijzitters van de afdeling wetgeving,

Madame : J. TRUYENS, greffier,
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. MASQUELIN.
Le rapport a été présenté par M. C.LAMBOTTE, référendaire.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. MASQUELIN.

Het verslag werd uitgebracht door de H.C. LAMBOTTE, referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. TRUYENS. J. MASQUELIN.